



Compte rendu – Session: Répondre à l'urgence, apprentissages du programme AIMF-Fondation Gates

Ouverture de la session

La session a été ouverte par **M. Frédéric Vallier**, Délégué général de l'AIMF, qui a rappelé que la préparation aux urgences est aujourd'hui une priorité stratégique du réseau des maires francophones. Face à l'augmentation des catastrophes climatiques, il a insisté sur l'importance de doter les municipalités d'outils pour anticiper et gérer les crises. Il a présenté le programme de renforcement des capacités municipales soutenu par la Fondation Gates, actif au Cambodge et au Cameroun, articulé autour de diagnostics participatifs, de stratégies de contingence, de formations et d'un réseau d'échange entre villes alimentant le dialogue national entre gouvernements locaux et l'Etat. Il a également salué l'efficacité du Fonds d'urgence de l'AIMF, qui permet d'agir vite en cas de crise, comme récemment au Liban ou à Mayotte. Le lancement de l'Alliance des villes francophones pour le climat marquera une nouvelle étape dans ce plaidoyer collectif.

Mme **Pilar Pacheco**, responsable en Réponses d'Urgence à la **Fondation Gates**, a souligné que la réponse seule ne suffit plus : les villes doivent investir dans la préparation. Elle a présenté les quatre leviers d'action identifiés par la Fondation : renforcement des capacités locales, coordination multi-acteurs, développement de financements innovants et mobilisation des données et apprentissages. Elle a salué le partenariat exemplaire avec l'AIMF, qui a permis l'adaptation d'une méthodologie issue du Honduras à des contextes francophones. Elle a insisté sur le rôle des collectivités dans le pilotage local des politiques de résilience.

Table ronde 1 – Anticiper les risques par la gestion des données

M. **Samban Seng**, modérateur de la session, a introduit les travaux en présentant l'Indice de Capacité de Réponse (ICR), une méthodologie participative développée au Honduras et déployée dans plusieurs pays d'Amérique latine, puis récemment adaptée au Cambodge et au Cameroun. Cet outil repose sur quatre dimensions : organisation locale, connaissance des risques, ressources disponibles et équipements d'intervention. Il permet de produire un diagnostic chiffré, utile pour orienter l'action publique locale. M. Seng a souligné l'importance de son adaptabilité selon les types de risques (séisme, inondation, etc.), et de l'appropriation par les collectivités locales.

La **Professeure Lidia Torres Bernhard** de l'**Institut Hondurien des Sciences de la Terre** est revenue sur les principes fondateurs de la méthodologie ICR, développée pour renforcer l'autonomie des municipalités. Elle a rappelé les étapes de co-construction de l'outil au Honduras, et la pertinence des données générées pour guider les investissements. Elle a salué la coopération Sud-Sud engagée avec les partenaires francophones et souligné le potentiel de l'outil pour renforcer la résilience urbaine dans des contextes vulnérables.

Le **Professeur Emmanuel Ngnikam (ERA Cameroun)** a détaillé l'adaptation de l'ICR au Cameroun. Le processus a nécessité une immersion dans le cadre réglementaire national, un partenariat avec les ministères concernés et la formation approfondie des équipes. L'outil a été expérimenté dans 21 collectivités de l'aire urbaine (Communautés Urbaine) de Douala, Yaoundé et de la Menoua, avec une version adaptée de la matrice ICR (4 variables, 27 indicateurs, 89 questions). Les résultats ont permis de cartographier les vulnérabilités et de proposer des actions prioritaires à l'échelle communale et départementale. Il a souligné la nécessité d'adopter des plans d'urgence municipaux et de structurer une réponse locale dans un cadre structuré avec l'Etat, en utilisant les données issues de l'ICR.

SEM Rithyphoin Khiev, Vice-Gouverneur de **Kampot** (Cambodge), a partagé son expérience politique en matière de gestion des urgences, illustrée par la construction de barrages pour limiter les inondations. Il a rappelé le rôle crucial des collectivités locales pour identifier les besoins et orienter les investissements, en saluant l'expérimentation de l'ICR sur son territoire.

Échanges avec la salle

La ville de **Cotonou** a interrogé l'AIMF sur la disponibilité d'outils climatiques pour les collectivités. Il a été répondu que les données et la méthodologie de l'ICR sont progressivement mises à disposition sur le site de l'AIMF, accompagnées des plans de contingence soutenus dans les territoires du projet et adaptables. La ville de **San Pedro** (Côte d'Ivoire), confrontée à des inondations annuelles massives, a demandé sur quels critères les villes avaient été sélectionnées. Il a été précisé que l'objectif était de tester l'outil dans des contextes urbains et ruraux, avec des vulnérabilités contrastées, puis de largement les diffuser notamment dans le cadre d'un CLOM (cours en ligne ouvert massivement) en cours avec l'Université Senghor de la Francophonie.

Table ronde 2 – Coopérations Etat – Collectivités Locales dans la gestion des risques et catastrophes climatiques

Modérée par M. **Albin Lazare**, Conseiller à l'**AIMF**, cette deuxième table ronde a exploré les mécanismes de coordination entre autorités locales et nationales dans la gestion des urgences climatiques. Elle a réuni quatre intervenants représentant des villes et des associations nationales de collectivités territoriales du Cameroun, de Madagascar et du Cambodge, chacun apportant un éclairage concret sur les bonnes pratiques, les défis et les innovations dans leur pays respectif.

Dr. Roger Mbassa Ndine, Maire de **Douala** (Cameroun) a présenté les stratégies déployées pour prévenir les inondations, notamment à travers le projet « Douala Ville Durable », le projet structurant de drainage pluvial et le programme PDVIR financé par la Banque mondiale. Ces projets combinent infrastructures, inclusion sociale, gouvernance renforcée et végétalisation

urbaine, bénéficiant à plus d'un million d'habitants. Il a souligné la réduction significative du délai d'alerte grâce à un réseau de 15 stations hydrométéorologiques et la production de bulletins d'alerte spéciaux en partenariat avec la Direction nationale de la Météorologie.

Pour renforcer la préparation, la ville élabore un plan d'urgence avec l'appui de l'AIMF, expérimente un système communautaire d'alerte précoce et engage des efforts de sensibilisation. La priorité est de passer d'une logique de réaction à une culture de la résilience, en misant sur la technologie, les solutions fondées sur la nature et l'implication citoyenne.

Le maire **d'Antsirabe** (Madagascar), **Dr. Honoré Gabriel Rasamimanana**, a partagé l'expérience de sa ville qui a mis en place en 2023 sa propre Unité de Protection Civile, une première à Madagascar, en partenariat avec l'État-Major des Armées Malagasy et la ville de Lyon. Dotée de 32 sapeurs-sauveteurs et de matériels modernes, cette unité intervient lors d'incendies, de catastrophes naturelles, et joue un rôle central dans la prévention et la sensibilisation.

Cette initiative illustre une répartition dynamique des responsabilités entre l'État (formation, encadrement militaire) et la commune (coordination locale, connaissance des besoins). Antsirabe a également intégré l'adaptation au changement climatique dans son plan d'urbanisme directeur à horizon 2035, dans une logique multisectorielle de développement durable et sécurisé.

M. Albert Anicet Akoa, Vice-Président des **Communes et Villes Unies du Cameroun**, a insisté sur le rôle crucial des communes dans le relèvement post-catastrophe. Il a présenté des initiatives menées par les CVUC telles que la création d'une fondation dédiée au relèvement post-urgence, et la mise en place de systèmes d'alerte, de plans d'urgence et de plans climat dans plusieurs communes.

Il a également détaillé le Cadre national de concertation pour la décentralisation de la gestion des risques, réunissant 20 institutions et acteurs variés. Ce cadre permet une coordination multi-acteurs et le développement d'outils de plaidoyer, malgré les défis de légitimité et de pérennisation posés par un cadre national des urgences encore très centralisé. Les résultats incluent une meilleure appropriation des rôles des collectivités, une cartographie des compétences et une stratégie de territorialisation des politiques de résilience.

Son Excellence Madame Mum Krasal, Vice-Présidente de la NACPC (**Association nationale des Conseils de la Capitale et des Provinces du Royaume du Cambodge**) a mis en avant la contribution des conseils provinciaux, organes législatifs et consultatifs, dans l'écosystème de la gestion des risques au Cambodge. Grâce au projet AIMF/Fondation Gates, les conseils locaux ont été renforcés sur les volets juridiques, d'analyse institutionnelle et de coordination avec les structures exécutives nationales.

Elle a souligné l'importance d'intégrer la préparation aux catastrophes dans les plans de développement et les budgets locaux. Un aide-mémoire stratégique a permis de clarifier les rôles et de recommander des ajustements législatifs. Mme Mum a plaidé pour un engagement renforcé des conseils provinciaux dans la gouvernance des risques, face à l'intensification des catastrophes liées au climat.

Conclusion

La synthèse des échanges et la conclusion ont été assurées par le **Dr. Sisira Madurapperuma**, Directeur de la préparation et de l'action climatique au sein de **l'Asian Disaster Preparedness Center** (ADPC). Il a présenté un cas d'usage de l'outil ICR au Bangladesh, où il a permis des avancées concrètes, notamment dans le domaine de la santé publique, soulignant ainsi le potentiel de transfert de la méthodologie vers d'autres pays confrontés à des risques similaires. Il a insisté dans sa conclusion sur trois points majeurs : d'une part, l'urbanisation rapide – avec une projection de 70 % de la population mondiale vivant en ville d'ici 2050, dont la moitié dans des zones informelles ; d'autre part, l'importance d'agir en amont pour construire des communautés résilientes ; et enfin, la nécessité d'une coopération étroite entre les échelons locaux et nationaux pour faire face efficacement aux défis liés à l'adaptation au changement climatique.